



Edition : 16 septembre 2024 P.9-11
Famille du média : Agences de presse
Périodicité : Quotidienne
Audience : N.C.
Sujet du média : Banques-Finance,
Economie - Services

Journaliste : vl/sde/ybl
Nombre de mots : 728

16/09/2024 16:55:29 GMT

Avec Séjourné, Macron assure ses arrières à la Commission européenne

"Le clan avant tout", "la République des copains": en plaçant l'un de ses plus proches lieutenants, Stéphane Séjourné, à la Commission européenne, Emmanuel Macron entend garder la main à Bruxelles face à son Premier ministre de droite Michel Barnier, quelles que soient les interrogations sur cette annonce-surprise.

Candidat à sa reconduction avec l'appui du chef de l'Etat, malgré la défaite des macronistes aux européennes et aux législatives, Thierry Breton, commissaire européen au Marché intérieur, a jeté l'éponge avec fracas lundi.

Pourfendeur de la présidente de la Commission Ursula von der Leyen, l'intéressé a laissé entendre qu'elle avait réclamé sa tête en échange d'un portefeuille plus ambitieux pour la France si elle changeait de candidat.

Coup de pression de Bruxelles sur un président affaibli par la dissolution de l'Assemblée ? Besoin pour le chef de l'Etat de recaser un proche, ministre des Affaires étrangères démissionnaire à l'heure des grandes manoeuvres pour la formation du gouvernement de Michel Barnier ?

Le choix de Stéphane Séjourné, chef du parti présidentiel Renaissance, peu réputé pour sa maîtrise des sujets économiques et financiers et qui ne cachait pas sa volonté de rester au Quai d'Orsay, où il n'aura guère eu l'occasion de s'illustrer depuis sa nomination en janvier, a en tout cas jeté une ombre.

"Thierry Breton a fait progresser l'Europe dans tous les domaines de sa compétence (...) Le président français affaibli n'a pas cru devoir mener le combat pour l'imposer et c'est bien dommage", a aussitôt pointé dans un courrier Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman.

- "Confiance" -

D'une "grande violence politique", son départ s'explique par des "relations personnelles exécrables" avec Ursula von der Leyen mais aussi un "besoin de recasage post-dissolution", a commenté de son côté Sébastien Maillard de la Fondation Jacques Delors, sur X.

Autant d'arguments réfutés à Paris, si ce n'est pour concéder entre les lignes que Thierry Breton n'avait plus forcément la "confiance" de la présidente de la Commission.

L'Elysée met aussi en avant le profil très "bruxellois" du futur commissaire, qui a présidé le groupe Renew (centristes et libéraux) au Parlement européen de 2021 à 2024 et dont le

portefeuille sera élargi à la "souveraineté" économique et industrielle de l'UE, thème cher à Emmanuel Macron.

Dans l'entourage du président, on souligne aussi une volonté de "renforcer" le pôle Renew au sein de la Commission au côté de la droite (Parti populaire européen) et de la gauche (Sociaux-démocrates).

"Il y a une forme d'équilibre politique qu'il est apparu nécessaire de renforcer. C'est dans ce contexte que le nom de Séjourné est apparu", relève-t-on.

Mais, après la dissolution de l'Assemblée et la nomination de Michel Barnier à Matignon, Emmanuel Macron a aussi voulu montrer que l'Europe demeurerait pleinement son "domaine réservé", n'en déplaise à son nouveau Premier ministre.

- "Pourquoi céder ?" -

"C'est une façon pour lui de réaffirmer que l'Europe reste son domaine et reste avec un agenda de souveraineté européenne porté par la famille Renew", pointe-t-on dans son entourage.

Michel Barnier, déterminé à imprimer sa marque, affirme pour sa part qu'il n'y a "pas de domaines réservés" au président de la République - traditionnellement la Défense et les Affaires étrangères - préférant évoquer des "domaines partagés".

Faisant feu de tout bois, la gauche et l'extrême droite ont vivement dénoncé le choix de Stéphane Séjourné, accusant le chef de l'Etat d'ignorer le résultat des urnes - le deuxième tour des législatives a été remporté par le Nouveau Front populaire - et de vouloir recaser un proche dans le grand meccano post-dissolution.

"Macron envoie son clone à la Commission sans consulter personne et au mépris du vote des Français", a commenté l'eurodéputée insoumise Manon Aubry sur X, la présidente du groupe LFI à l'Assemblée, Mathilde Panot, dénonçant "un abus de pouvoir". "Le clan avant tout", a abondé Benjamin Lucas (Génération.s).

"Thierry Breton a porté avec nous la production d'armes pour l'Ukraine ou de vaccins, une ambition industrielle, la régulation des grandes plateformes (...) Son départ forcé est un très mauvais signal", a tancé le leader de Place publique, Raphaël Glucksmann, reprochant au chef de l'Etat d'avoir "cédé" face à Ursula von der Leyen.

L'eurodéputé du Rassemblement national Thierry Mariani a dénoncé pour sa part "l'art de recaser les petits marquis déchus de la macronie", son collègue Laurent Jacobelli raillant "la République des copains".

vl/sde/ybl